

Un entretien avec Jean-Luc Pittet (Membre du comité La Florida-Pérou)

Pérou : le défi de La Florida

Créée en 1966 dans la Selva Alta, zone centrale du Pérou proche de la forêt amazonienne, la coopérative La Florida a entamé, il y a 25 ans, un projet de «développement intégré», qui marie aujourd'hui objectifs sociaux et logique d'entreprise.

Jean-Luc Pittet, membre fondateur de l'association suisse La Florida-Pérou, qui soutient ce projet depuis 1981, se prépare à retourner au Pérou cet été, «pour fêter les 25 ans du projet. Cela nous donnera l'occasion de revoir les anciens et certainement d'échanger les souvenirs d'une époque où les communautés des deux vallées de la Selva Alta ne bénéficiaient que d'infrastructures dérisoires. Nous avons vraiment transpiré avec les membres de La Florida...» En 1979, Jean-Luc Pittet et son épouse se rendent au Pérou comme volontaires étrangers et y travaillent avec La Florida: «Avec deux autres couples bénévoles, l'un français et l'autre suisse, comme nous, nous formions une équipe pluridisciplinaire, composée d'un technicien agricole, d'un médecin, d'un zootechnicien, d'une institutrice, d'un ingénieur agricole et d'une assistante sociale. Une richesse de points de vue et de compétences importante pour l'appréhension globale du développement intégré.» En 1981, «soutenus par des parents et des amis, nous

créons l'association suisse La Florida-Pérou qui, depuis cette époque, appuie le projet de développement intégré de la coopérative».

Une coopérative de commercialisation

C'est en 1966 qu'une cinquantaine de producteurs forment une coopérative de commercialisation du café, dont le but premier est d'acheminer les récoltes vers la capitale en évitant les intermédiaires. Dans les années 80, La Florida devient l'une des coopératives les plus florissantes du pays : «A l'époque, les coopératives disposaient d'un avantage de taille: elles étaient les interlocutrices de l'Etat pour l'écoulement de la production, tandis que l'Accord international du café assurait

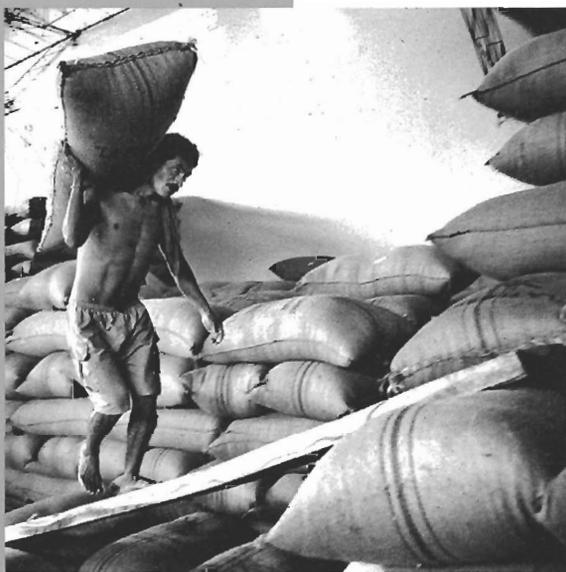
des prix du café rémunérateurs. En 1986, La Florida affichait même une indépendance financière puisque le projet de développement intégré était auto-financé.»

Bien plus que le succès commercial, ce sont les aspects sociaux connexes à la caféiculture qui intéressent Jean-Luc Pittet: «Nous nous rendons compte que les besoins en matière d'éducation et de formation étaient criants.» La diversification est l'une des priorités définies : «Si la culture du café prodigue des revenus, il fallait aussi développer des cultures de subsistance. Les jardins potagers ont ainsi été lancés, dans l'optique d'une agriculture biologique. Nous n'employions pratiquement pas de pesticides. Par ailleurs, les solutions conçues pour améliorer les systèmes de culture l'étaient à partir de matériaux locaux. Les enclos, par exemple, étaient construits avec des écorces d'arbres. Parallèlement, un travail de sensibilisation à l'équilibre alimentaire était réalisé auprès des enfants dans les écoles et auprès des femmes, parce que bien des paysans ne considéraient pas encore la consommation de légumes comme indispensable.» Les initiatives de formation des membres de la coopérative se développent elles aussi: «Les différents villages élaient des délégués, qui venaient suivre des formations liées à la caféiculture bien entendu, mais aussi à des aspects organisationnels spécifiques et à la gestion de la sécurité alimentaire de la zone. Ces délégués répercutaient ensuite ce qu'ils avaient appris dans leur village», explique Jean-Luc Pittet. «Le message était clair : le café seul ne permet pas aux membres de la coopérative de vivre correctement.»

Sur le terrain, les bénéfices des ventes sont investis dans les infrastructures et les équipements: 250 kilomètres de pistes rurales sont réalisés, 6 centres de collecte de café sont construits, tandis que voient le jour écoles, points d'eau potable et centres de santé. Peu à peu, des formations spécifiques sont proposées aux femmes.

Le début des problèmes

Jean-Luc Pittet et sa femme quittent le Pérou en 1984, soutenant le projet depuis la Suisse, via La Florida-Pérou. Un appui qui va s'avérer précieux: «En 1986, la saison est gâchée par des inondations.



La coopérative péruvienne «La Florida» est particulièrement attentive aux conditions de travail de ses ouvriers agricoles.

Photo : Gaël Turine

En 1989, la fin de l'AIC est une véritable douche froide: les prix du café s'écroulent en 3 mois. Pour la commercialisation du café, les coopératives sont désormais concurrencées par les commerçants, qui ont l'avantage de disposer de liquidités et qui rachètent, souvent à vil prix, les récoltes à des paysans en mal d'argent.»

En 1990, le mouvement Sentier Lumineux s'attaque à La Florida: «Les séchoirs à grains et plusieurs centres de santé sont dynamités», explique Jean-Luc Pittet. «Le montant des dégâts de cette première attaque s'élève à un demi million de dollars. Le Sentier Lumineux était actif dans la région depuis plusieurs années déjà et coexistait avec La Florida. Mais ces révolutionnaires, prônant la destruction totale d'un système politique qu'ils considéraient comme corrompu, ont fini par estimer dangereuse l'expérience d'une coopérative qui démontrait que, même dans un contexte gouvernemental corrompu, un autre monde était possible.» Au fil des années, la pression s'accroît, avec l'assassinat de plusieurs leaders de La Florida. Les paysans désertent la zone et la coopérative, qui n'est bientôt plus composée que d'une cinquantaine de personnes, plonge dans les dettes...

«Et pourtant, l'obstination de ce noyau dur va s'avérer payante à long terme. En 1990, ils nous demandent d'organiser, en Suisse, une tournée des importateurs. Pendant 15 jours, ces indéfectibles de La Florida rencontrent des torréfacteurs. Finalement, l'entreprise familiale Blaver-Café leur achète 500 sacs. Une goutte d'eau, comparée au 1 500 000 sacs exportés par le Pérou, mais c'était un bon début. Et cette initiative, la première du genre, a des répercussions au Pérou: les négociants locaux craignent désormais que d'autres coopératives démarchent aussi les importateurs. Ils augmentent le prix du quintal de café.»

En 1993, La Florida obtient le label de commerce équitable Max Havelaar et entre en contact avec plus d'acheteurs européens. «Cependant, les dettes de la coopérative s'élèvent, en 1994, à 350 000 dollars. Les 40 derniers membres se réunissent à Lima pour discuter d'un avenir que d'aucuns estiment bien incertain, proposant même de baisser les bras et d'abandonner...»

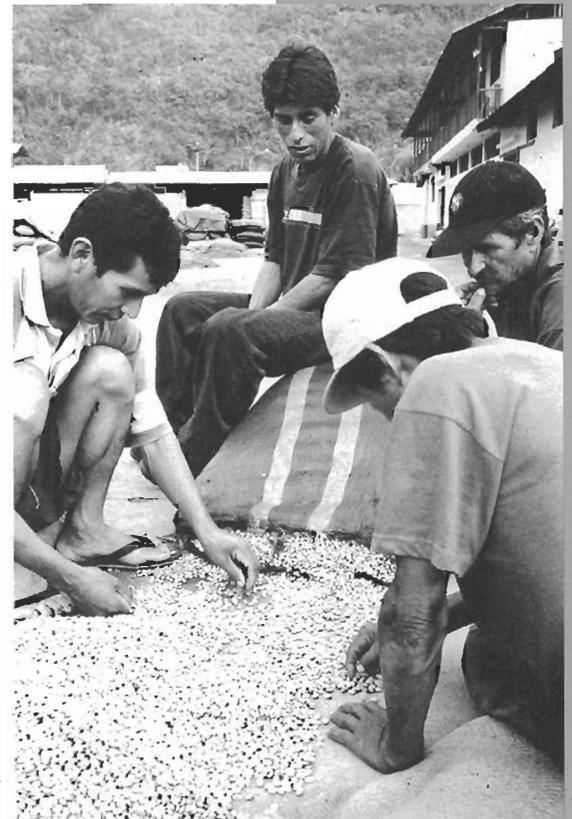
Solidarité internationale

Un déclic se produit pourtant : depuis la Suisse, « La Florida-Pérou » prête 15 000 dollars à la coopérative. Cet argent est directement employé à payer une partie du café récolté par les paysans. «C'est sans nul doute cet élément qui a redonné confiance et crédit dans les leaders de La Florida», analyse Jean-Luc Pittet. La solidarité internationale embraye. En 1995, un fond rotatif est créé, avec l'appui de la Fédération genevoise de coopération. Il permet à la coopérative de disposer de liquidités à tout moment et de payer ses membres avant la

vente effective de la récolte. «Ce fond est approvisionné grâce à la loi suisse 'Drogue et développement'. Nous avons longtemps milité pour qu'elle soit votée: une partie de l'argent du narcotrafic saisi à Genève est désormais affecté à des programmes de prévention dans les pays du Sud. Dans le cas de La Florida, l'assurance d'une rétribution correcte et l'environnement social détournent les paysans de la culture de la coca.»

«De nouveaux partenaires se sont ensuite joints au projet, comme SOS Faim, qui a d'abord fourni des garanties bancaires, pour ensuite appuyer la coopérative en renforçant le fonds de commercialisation ou encore en mettant sur pied un fonds de crédit agricole.» Ce soutien a permis de redémarrer les activités caféicoles à plus large échelle, de rembourser les dettes, de construire des installations de triage, de dépulpage et de séchage, ainsi que de développer une activité de torréfaction d'un café destiné à la consommation locale.

«Le défi de La Florida reste cependant l'éducation à la solidarité», estime Jean-Luc Pittet. «Il faut toujours rester vigilant à la conversion des bénéfices économiques en avancées sociales, pour éviter que la logique d'entreprise, qui a certes son importance dans la gestion des activités économiques, prenne le pas sur celle du développement intégré.» Si la construction d'un centre de formation pérennise ce volet du projet de développement intégré, Jean-Luc Pittet pointe quelques domaines dans lesquels des avancées doivent encore être réalisées: «Il faut notamment être attentif au statut des ouvriers agricoles, qui doivent être bien traités. Par ailleurs, les femmes, qui forment un certain pourcentage des membres de la coopérative, ont encore du mal à trouver leur place. Une réflexion, axée sur l'équation 'Café de qualité = genre de qualité' a été lancée. A l'heure actuelle, c'est désormais la famille qui est membre de la coopérative et non plus l'homme, comme auparavant. Le père, la mère et les enfants prennent la parole dans les assemblées générales. Mais il faut encore soutenir les crédits et l'animation pour les femmes, afin de valoriser autre chose que la commercialisation du café.»



Au centre de collecte de «La Florida». Photo: Gabi Turine